



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

La lettre de « La Chine hors les murs » est publiée par l'Observatoire de la mondialisation chinoise créé en 2014 par la Commission Asie Pacifique des Conseillers du Commerce Extérieur de la France. Les opinions exprimées dans ses articles n'engagent pas le Comité National des Conseillers du Commerce Extérieur de la France. Pour tout renseignement, écrivez à chinehorslesmurs@cnccef.org.

SOMMAIRE

- Editorial : Les leaders de la nouvelle ère Xi Jinping, par Jacques Gravereau p. 1
- Bilan annuel de la mondialisation chinoise : Les contradictions du coq, par Christophe Granier p. 2
- Secteur : Semi-conducteurs, la Chine prend son essor, par Sébastien Bernard et Arnaud Julienne p. 4
- Les groupes chinois mondialisés : Tsinghua Unigroup, par le Comité France Chine p. 6
- BRI Digest : Vues des routes de la soie : Bakou, Tbilissi et Achgabat, par le Comité Caucase-Turkménistan p. 6
Actualité de la BRI, par Christophe Granier p. 8
- Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise, par Christophe Granier p. 8
- Dernières nouvelles des relations franco-chinoises, par le Comité France Chine p. 12

ÉDITO ■■■ LES LEADERS DE LA « NOUVELLE ÈRE » DE XI JINPING

La jurisprudence de deux mandats présidentiels n'aura tenu que pendant les vingt ans des successeurs désignés personnellement par Deng Xiaoping (Jiang Zemin et Hu Jintao), ce qui est mince dans une histoire constitutionnelle. Aucun raffinement rhétorique ne gommara le malaise diffus que l'on observe dans les trésors d'explications inhabituelles déployées lors la grande session de l'Assemblée Nationale Populaire à Pékin en mars 2018. Elles révèlent plus de gêne que de sérénité du côté du PCC. Le Président – putativement à vie - a fait entériner sa politique pour la « nouvelle ère », dont la gestion suppose une colonne vertébrale cohérente taillant dans le mouvement brownien des instances multiples. Il vient de s'entourer d'une garde rapprochée pour la régler et la conduire, dont trois poids lourds politiques se détachent.

Wang Qishan (bientôt 70 ans), allié indéfectible de Xi, « prince rouge » lui aussi, intelligent et cultivé, reprend du service en passant outre la limite d'âge théorique. Brillant économiste, expert des situations problématiques, passé par la case de grand



liquidateur de la corruption dans le PCC au Comité Permanent du Bureau Politique, il se voit doté d'un titre flou de vice-président qui le consacre comme numéro deux régime. Il va superviser et coordonner la politique étrangère et la diplomatie, qui en ont bien besoin. L'éparpillement des aides, des postures diplomatiques souvent contre-productives (sur le Venezuela, l'Iran et bien d'autres cas), un environnement international de plus en plus instable, avec Trump et quelques autres, la politique des « routes de la soie » et la recherche d'un véritable *soft power*, justifient une maîtrise rationnelle de long terme et une coordination professionnelle des différentes composantes, qui ont toujours été des points faibles. Les départements et ministères *ad hoc* et leurs dirigeants récemment promus (Yang Jiechi, Wang Yi...) vont rapporter directement à Wang Qishan, qui a une main de fer derrière un abord d'une exquise courtoisie. Les budgets pour les développements internationaux seront considérablement renforcés, comme en témoigne la création de la méga « agence de coopération et de développement international ».

Liu He (66 ans) va avoir la haute main sur l'économie et la finance, avec le titre neutre de vice-premier ministre, mais au dixième rang du Polit bureau et à la tête du « Groupe dirigeant » de l'économie et des finances. Ce Pékinois, homme de l'ombre, est doté d'une très grande expérience économique. Il a en outre une maîtrise de la Kennedy School of Government de Harvard, ce qui est rare dans les cercles du pouvoir. Il comprend donc parfaitement les défis du vaste monde et fréquente ses dirigeants. On vient de fusionner la Commission de régulation des banques et celle des assurances (encours représentant 3,5 fois le PIB chinois) et de renforcer considérablement les pouvoirs de la Banque centrale (People's Bank of China), dont le leader charismatique, le brillant Zhou Xiaochuan, coqueluche des marchés étrangers, vient de prendre sa retraite. Une restructuration massive des ministères et de leur substance a été également décidée. Les enjeux ne sont pas minces : un endettement préoccupant (260% du PIB pour les entreprises non-financières), une menace de bulle explosive sur le vaste secteur de la *shadow banking*, une croissance qui aura de la peine à se maintenir aux remarquables taux actuels, une possible guerre commerciale mondiale, l'ouverture programmée de l'économie, des entreprises locales et de la monnaie dans un nouveau contexte international où le PIB chinois s'apprête à dépasser son homologue américain vers 2030.

Wang Huning (62 ans), le moins connu, a été promu au Comité permanent du Bureau politique sans avoir fait une carrière classique de Secrétaire du Parti dans les provinces. Brillant professeur de Sciences politiques à Fudan (francophone de surcroît, mais plus souvent invité en Amérique), c'est un pur idéologue. C'est lui qui a concocté les doctrines successives sans lesquelles un dirigeant suprême chinois est orphelin, depuis l'époque de Jiang Zemin. C'est à lui que l'on attribue la mise en forme du nouveau « rêve chinois » de Xi Jinping ou encore du slogan des « nouvelles routes de la soie » (*Yidai Yilu*). C'est lui qui va veiller à la remise en ordre de marche du Parti et à la centralisation drastique des modes de décisions internes de haut en bas, qui va être la marque des années qui viennent. C'est la fin (provisoire) des potentats locaux. C'est à ce prix que le Parti sera assuré de sa pérennité.

■ Jacques Gravereau, CCE France

BILAN ANNUEL DE LA MONDIALISATION CHINOISE ■■■

LES CONTRADICTIONS DU COQ

Au moment où l'année du Chien de terre remplace celle du Coq d'or, l'examen distancié de l'évolution de la mondialisation chinoise au cours de 2017 reste un exercice délicat aux enseignements contradictoires.

Les indicateurs significatifs de l'ouverture de l'économie chinoise ont changé depuis la publication en février 2014 de notre étude « La Chine hors les murs », mais le principe d'investigation reste le même, alignant l'une après l'autre les étapes historiques de l'internationalisation.

- Le **commerce international** est le premier moyen de contact avec l'extérieur. Du simple troc à l'échange monétisé sophistiqué, il intègre des gradations multiples et peut avoir pour conséquence l'implantation locale sous forme d'agence confiée à un intermédiaire ou à un représentant expatrié.

Après deux années de récession et dans un environnement mondial plus favorable, le commerce extérieur chinois s'est redressé en 2017, affichant 11% de croissance d'une année sur l'autre. Les exportations ont crû de 7% et les importations de 16%. Malgré ce résultat remarquable, l'activité commerciale reste en-deçà de ce qu'elle était en 2014. Par rapport à 2016, l'excédent commercial chinois (438md USD) s'est réduit de 20% mais celui avec les Etats-Unis (276md) s'est accru de 10%.

- L'obtention de **contrats d'infrastructure** - même si leur nature économique reste fondamentalement différente des investissements à l'étranger - constitue le deuxième indice de l'influence d'un pays en voie d'internationalisation. Ils s'accompagnent souvent, même si c'est de manière temporaire, de l'ouverture de bureaux et succursales dans le pays où le contrat est réalisé et de relations directes avec les autorités locales qui deviennent un vecteur efficace d'influence. Ils favorisent également l'adoption des normes du constructeur.

L'American Enterprise Institute (CGIT) qui recense les contrats d'un montant supérieur à 100m USD indique pour 2017 un montant total de 85,1md USD, en très net retrait (20%) par rapport à 2016. Contrairement aux déclarations chinoises officielles, cette forte baisse affecte également l'ensemble des pays de l'initiative BRI. Le périmètre volatil de l'initiative ne permet pas de tirer de conclusion définitive à ce sujet, mais quelques projets emblématiques labellisés ont été finalement abandonnés par les pays récepteurs, inquiets des conditions avantageuses de gestion et de propriété industrielle que la Chine se réservait.

- Les **investissements directs à l'étranger** (IDE) peuvent constituer la troisième étape de l'internationalisation. Soumis de plus en plus à des procédures d'autorisation dans le pays hôte comme dans le pays investisseur, ils demandent souvent un lobbying préalable nécessitant des capacités humaines spécifiques déployées sur place. Rarement spéculatifs, ils sont a priori considérés comme pérennes lors de leur négociation.

Les deux sources principales publiant les IDE non-financiers (Ministère du Commerce chinois et CGIT déjà citée ci-dessus), qui avaient jusque-là tendance à converger très nettement et affichaient des écarts infimes (cf. notre article dans la Lettre n°16), présentent pour 2017 des résultats fondamentalement différents (-29% pour le chiffre officiel chinois, +9% pour le CGIT américain). Quelle que soit la vérité, le chiffre de 2017 reste gravement pollué par la présence d'une opération exceptionnelle (43md USD pour le rachat de Syngenta par ChemChina sur un total d'IDE de 120 ou 185md). Les mesures prises par les autorités chinoises pour réduire les investissements dits « erratiques » dans des secteurs non souhaités ont en partie porté leurs fruits, même si la tendance récente reste à la hausse : +25% de croissance annuelle pour les deux premiers mois de 2018 selon le ministère du commerce, qui précise cependant que la structure des IDE a été « optimisée ». Les IDE plus particulièrement destinés aux pays de la BRI ont semble-t-il augmenté de 6% en 2017. Signe apparent d'immaturité, la part majoritaire (90%) des fusions/acquisitions dans les IDE a encore augmenté au cours de 2017.



Les autres vecteurs d'influence sortent en partie du schéma chronologique des trois étapes précédentes.

- Les **investissements financiers**, signes d'une économie mature ayant dégagé des surplus à réinvestir, vont du placement de trésorerie pure à l'aide plus ou moins pérenne sous forme de prêts ou de dons.

Aucune statistique complète n'est disponible à ce jour sur les prêts et dons chinois à l'étranger au cours de 2017. Le montant des prêts distribués par les deux banques de développement (Eximbank et CDB) s'est fortement réduit (25,6md USD au lieu de 47,3md en 2016), mais les engagements de décaissements dans un futur proche sont élevés. Pour ce qui concerne les prêts souverains, Iran, Pakistan et Guinée ont figuré parmi les pays bénéficiaires les mieux lotis proportionnellement au cours de 2017. La montée en puissance de l'Initiative BRI a généré - en particulier pour des projets énergétiques - des sorties de fonds équivalentes à celles de 2016 et, selon le Center for Global Development, huit pays sont aujourd'hui dépendants des financements chinois (Djibouti, Kirghizstan, Maldives, Mongolie, Monténégro, Pakistan et Tadjikistan).

De plus en plus significatif, l'investissement privé (en majorité dans l'immobilier résidentiel) a continué à se développer au Royaume-Uni comme en Australie et en Amérique du Nord.

La chute spectaculaire des réserves en devises de la Chine a finalement été enrayée en février-mars et le placement des excédents chinois a déterminé la plus forte augmentation depuis sept ans du portefeuille de Bons du Trésor américain et titres assimilés (+5%) qui atteint 1180md USD. La Chine reste le 1^{er} détenteur de ces titres devant le Japon.

- **L'investissement humain**, élément fondamental de l'aura internationale d'un pays, se mesure en nombre de Chinois résidents ou présents à l'étranger, tant au niveau de leur activité qu'à celui de leur consommation.

L'augmentation du nombre des Chinois résidant à l'étranger suit une courbe parfois erratique mais le développement de l'initiative BRI a déterminé une expatriation récente importante dans des pays d'Asie centrale et méridionale. Par ailleurs, le nombre de touristes chinois continue à croître de façon notable (la seule Europe a attiré par exemple 5,5m de touristes chinois au cours de 2017 soit +10%) et leur consommation a augmenté.

- Longtemps négligés, **l'éducation, la culture et les médias** deviennent des signaux forts de l'influence réelle d'un pays dans le monde.



Si le total des étudiants étrangers en Chine (environ 500k) et chinois à l'étranger (1,1m) n'a que faiblement augmenté, le nombre des établissements dispensant la culture chinoise dans le monde a connu un accroissement important et leur diversification s'est amplifiée (cours de boxe chinoise en Afrique subsaharienne). La digitalisation croissante des activités augmente de façon considérable l'écho culturel de la présence chinoise dans le monde, les sociétés de vidéo à la demande, jeux en ligne et e-commerce étant particulièrement actives. La nébuleuse des médias distribue des produits culturels mieux ciblés, un exemple caricatural ayant été au cours de 2017 le succès de « World Warriors II », film à la gloire de la Chine triomphante à l'extérieur de ses frontières.

- Cette dématérialisation digitale a profondément modifié la nature même de la mondialisation.

Pour les plateformes de services qui représentent un des grands succès de la Chine, il n'est plus besoin d'internationalisation physique pour augmenter le rayonnement d'une activité ou d'un produit. Avec le recul, 2017 restera peut-être l'année zéro de tous les développements mondiaux pour l'économie chinoise du partage dans de nombreux secteurs (Didi dans le vélo et l'automobile en est l'exemple type) mais également l'année de l'échec pour des activités très prometteuses dont le gouvernement a coupé les ailes (bitcoin).

- Au niveau logiciel, les résultats sont au rendez-vous :

Le nombre de brevets déposés par la Chine a atteint des sommets historiques ; les fonds importants consacrés à la R&D, les acquisitions de laboratoires et centres scientifiques ont formé un puissant accélérateur pour l'émergence de la Chine sur la scène mondiale de l'innovation, tendance qui n'a aucune raison de s'inverser ou de se ralentir dans les années qui viennent. Certaines industries de moyens de transport (ferroviaire, drones) sont de plus en plus dominées par la technologie donc les normes chinoises. La position de force que le pays en retirera dans ses relations extérieures ne fera qu'augmenter son influence.



- Tout en évoluant fortement, les **outils de la mondialisation** chinoise sont restés les mêmes durant l'année du coq : infrastructure lourde servant d'outil de projection, moyens financiers en cours d'adaptation et montée en puissance des instruments de protection et de coercition potentielle.

Le réseau et les moyens de connexion à la disposition de l'expansion chinoise se sont améliorés et le rythme même de cette amélioration a augmenté. Suivant les orientations de la BRI, les voies intercontinentales, ferrées, maritimes, aériennes et numériques ont vu leur trafic s'accroître et leurs vecteurs techniques se multiplier (le nombre de trains cargo transcontinentaux et de navires accostant dans les ports nouvellement contrôlés par la Chine a bondi). Il est encore trop tôt pour juger de la rentabilité réelle de ce nouveau dispositif qui a demandé et demandera des investissements très onéreux.

Le nerf de la guerre a quant à lui connu des vicissitudes. Conséquence au moins partielle de sa baisse téléguidée sur le marché des changes internationaux, l'usage du yuan renminbi (CNY) dans les transactions internationales a connu un trou d'air au cours de l'année 2017 comme il l'avait déjà connu en 2016. Alors qu'il avait été utilisé pour 2.5% des règlements commerciaux dans le monde fin 2015, il ne l'est plus que pour 1,6% fin 2017, et seulement 0.98% si l'on exclut les règlements intracommunautaires et domestiques. Il s'agit sans doute là du plus mauvais résultat de l'internationalisation chinoise et le gouvernement a pris en janvier les grands moyens pour y remédier (incitation aux banques centrales à une utilisation future comme monnaie de réserve, quasi obligation faite à des pays comme le Pakistan et le Cambodge d'utiliser le CNY pour leurs paiements) tout en laissant la monnaie s'apprécier nettement au cours du mois. Sans outil monétaire, la mondialisation peut un jour stagner.

Enfin, la capacité de l'armée chinoise à se projeter à l'extérieur pour défendre les intérêts commerciaux et industriels générés par la mondialisation a bénéficié d'un effort budgétaire et technique sans précédent dans l'histoire récente du pays. De nouveaux avions militaires sophistiqués, missiles, drones et bâtiments de la flotte sont lancés à un rythme soutenu, leurs performances améliorées, et l'établissement de bases offshore depuis les îles disputées de mer de Chine du sud jusqu'à Djibouti augurent d'un renforcement majeur de la force « active » de mondialisation, dont on souhaite qu'elle soit utilisée le moins possible, faisant mentir le dicton « Quand on a un gros marteau, on cherche les clous ».

■ Christophe Granier, CCE France

SECTEUR ...

SEMI-CONDUCTEURS : LA CHINE PREND SON ESSOR

Pour comprendre les enjeux et la nature stratégique de l'industrie des semi-conducteurs, il faut aller au-delà de la taille de ce marché peu visible (marché mondial de 395md USD en 2017 – source WSTS) et prendre la mesure de son influence sur la quasi-totalité de la vie économique d'un pays, tout en étant le principal moteur de l'accélération du progrès scientifique qui a porté la croissance mondiale depuis 50 ans.

L'industrie des semi-conducteurs représente aussi 90md USD d'investissement en capital et 60md USD en recherche et développement chaque année dans le monde, et contribue à générer 1 500md USD de chiffre d'affaires dans les industries électroniques (2017 – source IC insight) et plus de 6 000md USD de services. Cet effet de levier est important pour comprendre la nature stratégique de l'industrie des semi-conducteurs pour un pays soucieux de son indépendance.

La marge de croissance de cette industrie est encore importante à l'heure où les mutations technologiques (internet des objets, intelligence artificielle, voiture électrique, industrie du futur, robotique, nanotechnologie) vont inexorablement augmenter la part de la valeur des composants semi-conducteurs dans les systèmes électroniques (environ 25% aujourd'hui contre 16% au début des années 2000) et l'utilisation de ces mêmes semi-conducteurs dans des environnements qui en utilisaient peu ou pas, mais aussi dans des systèmes qui restent à être inventés.

D'autre part, depuis le réveil le matin jusqu'à l'extinction des lumières le soir, chaque individu aura activé des centaines de composants électroniques sans le savoir. L'influence des composants électroniques va bien au-delà des simples objets de notre vie quotidienne et se place au cœur des défis de notre société (développement durable, énergie, médecine, espace, défense, sécurité des réseaux, ...).

La puissance d'un pays se mesure donc aussi, et de plus en plus, à sa capacité à développer sur son sol une industrie des semi-conducteurs compétitive capable de mettre en œuvre les dernières technologies.

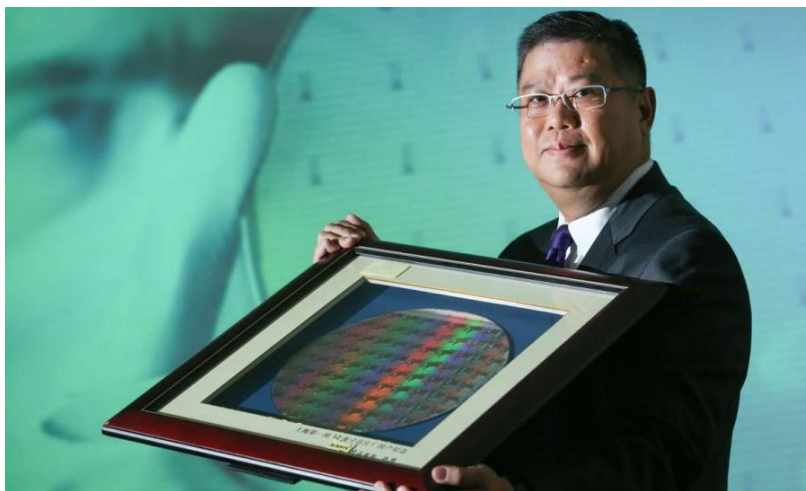
Au centre de l'écosystème, la Chine veut devenir un acteur influent du marché ...

On estime que la Chine consomme plus de la moitié du marché mondial des semi-conducteurs du fait de la forte implantation de l'industrie électronique mondiale dans ce pays, et de ce fait occupe la première place mondiale depuis 2005. A l'opposé, la Chine produit seulement 5% de la demande mondiale. Un autre chiffre permet de comprendre pourquoi le Conseil d'Etat considère comme hautement stratégique la mission de réduire la dépendance de la Chine vis-à-vis de l'extérieur dans les puces électroniques. La valeur des importations de composants électroniques a, depuis plusieurs années, dépassé celle des hydrocarbures pour devenir le principal poste d'importation. A l'heure où l'économie chinoise est en pleine mutation pour rééquilibrer son mode de croissance en le réorientant vers le marché intérieur, et afin de maintenir une balance commerciale excédentaire, la Chine n'a pas d'autre choix que de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour les composants et sous-systèmes utilisés dans des secteurs industriels où la Chine a une place dominante dans l'assemblage final.

Partant de ce constat, le Conseil d'état a publié depuis 2014 tout un arsenal de documents stratégiques avec plans d'investissement par étapes et liste d'actions concrètes pour diminuer sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, combler les retards technologiques de son industrie des semi-conducteurs, et positionner le pays à la première place mondiale dans les secteurs industriels considérés comme stratégiques à l'horizon 2030 (électronique civile et internet des objets, voiture électrique, intelligence artificielle, nucléaire, aéronautique, défense, espace, ...) :

- Juin 2014 : "National guidelines for the development of its IC industry"
- Mai 2015 : "Made in China 2025"
- Mars 2016 : "13th Five-Year Plan Guideline"
- Juillet 2017 : "Guideline on developing artificial intelligence"

Depuis l'été 2014, la Chine a accéléré son offensive dans le secteur des semi-conducteurs à travers un fonds souverain dédié à l'industrie des circuits intégrés, qui a engagé 15md USD dans des projets d'investissement ou d'acquisitions (sur un total de 20md USD disponibles) afin de consolider son industrie autour de quelques groupes industriels puissants (SMIC, Huahong, Tsinghua Unigroup, JCET, ...) capables de mobiliser des fonds supplémentaires au niveau provincial et dans le secteur privé (total estimé à 80md USD). Fin 2017, ce fonds souverain a de nouveau levé près de 30md USD afin de financer la deuxième phase du plan de développement.



Gareth Kung, executive vice-president of SMIC. Photo: Dickson Lee

Cette politique volontariste a eu pour effet de (re)lancer plusieurs projets de « FAB12 », ces usines dernier cri qui gravent des puces sur des tranches de silicium de 300mm. Une dizaine d'usines sont en construction pour une mise en service prévue d'ici fin 2018. A titre de comparaison, la Chine dispose de sept « FAB12 », dont seulement trois sont contrôlées par des groupes locaux. L'investissement en capital pour la construction et les achats d'équipements dépasse ainsi les 10md USD par an et devrait rester à ce niveau dans les 3 à 4 prochaines années.

L'objectif final n'est pas seulement de rattraper un retard de production mais bien de se positionner en nom propre au premier rang dans tous les maillons de la chaîne de valeur de l'industrie des semi-conducteurs (conception des circuits, écosystème logiciel, fab, assemblage et test, équipement, matériaux), l'accès à la technologie devient primordial. Pour ce faire la Chine est passée à l'offensive pour renforcer son industrie au travers d'une consolidation fortement conseillée par le gouvernement central et une sélection plus stricte des projets éligibles à des financements publics, afin de ne considérer que les technologies les plus avancées et les technologies du futur. Cependant, l'acquisition des technologies nécessaires pour atteindre les objectifs ambitieux du gouvernement reste un obstacle qui apparaît difficilement franchissable à court-terme malgré quelques succès d'acquisition de sociétés étrangères par des acteurs chinois (ISS, Omnivision, LF Foundry, division produits discrets et puissance RF de NXP, ...).

... tout en bouleversant le paysage du secteur au niveau mondial



Alors que les deux précédents plans chinois de soutien à son industrie des semi-conducteurs dans les années 90 et au début des années 2000 s'étaient soldés par des échecs, ce nouveau plan a déjà réussi son pari de bouleverser comme jamais au niveau mondial un secteur peu habitué à faire les premières pages des magazines économiques et financiers et qui n'occupait que peu l'agenda des gouvernements.

Signe que son plan stratégique commence à porter ses fruits, la Chine enregistre depuis 2015 une inversion, certes légère, de la croissance entre sa consommation et sa production locale de semi-conducteurs. Des acteurs locaux commencent à apparaître dans le haut des classements mondiaux : SMIC est aujourd'hui le quatrième fondeur,

très proche de Global Foundry (Etats-Unis) et UMC (Taiwan) ; Hisilicon et Tsinghua Unigroup font partie du top 10 des « fabless » au niveau mondial (une société taiwanaise et sept sociétés américaines complètent ce classement). Les « fabless » chinoises, dont le nombre a triplé depuis 2014, ont eu un poids cinq fois supérieur au poids combiné de leurs homologues européens et japonais en 2017.

L'offensive des sociétés chinoises sur le marché des acquisitions, même si elle enregistre récemment de nombreux échecs, a créé un électrochoc en déclenchant une vague de fusions, acquisitions et alliances inévitable dans une industrie très concurrentielle et toujours plus capitalistique. Selon le décompte d'IC Insight, l'industrie des semi-conducteurs a conclu pour environ 100md USD d'acquisition chaque année en 2015 et 2016. Le marché s'est assagi en 2017 avec un montant d'environ 30md USD qui reste néanmoins très supérieur à la moyenne historique d'avant 2014 (12md USD).

L'offensive entre 2014 et 2016 hors de leurs frontières nationales des entreprises chinoises soutenues par des financements publics considérables a amené nombre de pays à appliquer ou à se doter de lois plus contraignantes afin de résister à ces velléités d'acquisition de technologie et de savoir-faire. Tout comme la Chine, les Etats-Unis considèrent l'industrie des semi-conducteurs comme un secteur hautement stratégique pour leur sécurité nationale et a ainsi bloqué nombre de projets d'acquisition (Micron, Cree, Lattice, Xcerra, ...). L'Allemagne a également renforcé en 2017 son arsenal juridique encadrant les investissements provenant de pays hors Union européenne afin de protéger ses industries d'importance stratégique.

Si la fenêtre d'opportunité dont ont bénéficié les entreprises chinoises entre 2014 et 2016 pour acquérir des technologies via des acquisitions est maintenant fermée, elles n'ont pas abandonné la bataille. Elles se montrent seulement plus discrètes et attendent un moment plus opportun. L'industrie a besoin de financements importants et, pour le moment, la Chine ne manque pas d'arguments sonnants et réverbérants.

Enfin, sachant que plus de la moitié de la capacité de production (fab) ajoutée chaque année dans le monde est installée en Chine, une surcapacité est inévitable à terme. Elle contraindra nombre de fab hors de Chine à fermer, à commencer dans le secteur des mémoires, et pourrait pousser certaines entreprises à s'associer à des sociétés chinoises pour survivre.

■ Sébastien Bernard, CCE Chine, et Arnaud Julienne, CCE Hong-Kong

LES GROUPES CHINOIS MONDIALISÉS ...

TSINGHUA UNIGROUP, DES SEMI-CONDUCTEURS AU CLOUD COMPUTING

Créé en 1993 par l'université Tsinghua de Beijing, Tsinghua Unigroup est un groupe chinois de haute technologie, devenu en quelques années un des principaux acteurs chinois de l'industrie des semi-conducteurs et le fer de lance de la stratégie chinoise à l'international dans ce secteur stratégique.

Détenu à 51% par le fonds d'investissement public Tsinghua Holdings, le groupe semi-public se déploie à la fois dans la production des composants microélectroniques et dans le cloud computing, en passant par les terminaux et réseaux. Alors que d'autres acteurs économiques chinois tels que HiSilicon Technologies et Sanechips restent des sociétés « fabless » (sans usine), reposant pour la fabrication de leurs circuits exclusivement sur des fondeurs de semi-conducteurs comme le taiwanais TSMC ou le chinois SMIC, Tsinghua Unigroup dispose d'un modèle mixte et intégré avec des usines dans les mémoires, et des « fabless » dans les circuits pour mobiles, télécoms et cartes à puce.



Le groupe cherche aujourd'hui à développer sa capacité de production en construisant des méga-usines dédiées à la production de mémoires DRAM et Flash 3D, avec des montants d'investissement très importants : à Wuhan, où une usine devrait entrer en service fin 2018 (24md USD), à Nanjing où on annonce la construction d'une des plus grosses usines de puces électronique au monde (30md) et deux autres méga-usines à Chengdu (30md) et Chongqing (9,5md).

Tsinghua Unigroup s'inscrit dans la démarche nationale de réduction des importations en matière de composants micro-électroniques suivant le 13e plan (2016-2020). Selon PWC, en 2014 la Chine a absorbé 56,6% de la production mondiale de semi-conducteurs et sa consommation de circuits intégrés électroniques croît plus vite que sa production locale. L'insuffisance de la production nationale pourrait ainsi constituer un obstacle à la montée en valeur ajoutée souhaitée par la Chine dans son plan « Made in China 2025 ». Chef de file du plan chinois de développement dans les semi-conducteurs, Tsinghua Unigroup a utilisé le fond national d'investissement pour les circuits intégrés créé en 2014, multipliant ses investissements dans l'objectif de devenir un acteur de référence au niveau mondial.

Dans la vague de consolidation mondiale de l'industrie des semi-conducteurs engagée depuis 2015, l'objectif de Tsinghua Unigroup est de devenir numéro 3 mondial d'ici 2020 et de concurrencer les géants du secteur : Intel, Qualcomm et Samsung. Pour cela, le groupe a investi dans des entreprises nationales et internationales :

- Unigroup Guoxin (ex-Tongfang Guoxin Electronics) dédié aux circuits de cartes à puce ;
- Deux entreprises « fabless » américaines, Spreadtrum Communications et RDA Microelectronics, rachetées en 2013 et 2014, pour créer Unigroup Spreadtrum RDA, présente principalement dans les processeurs d'applications mobiles et les modems cellulaires ;
- H3C Technologies en 2016 pour développer ses activités dans le segment du cloud computing ;
- Wuhan Xinxin Semiconductor Manufacturing Corporation (XMC), devenu Yangtse Memory Technologies en 2016.

Toutes les opérations d'investissement de Tsinghua Unigroup n'ont pas abouti et après une vague de fusions-acquisitions en 2015 et 2016, le groupe a vu plusieurs projets d'acquisition bloqués par certains pays, le secteur étant jugé trop stratégique et relevant même de la sécurité nationale.

La révolution de l'Internet des objets et l'inflation des investissements en R&D et en production laissent présager que la concentration des acteurs se poursuivra dans les prochaines années. L'heure est toutefois aujourd'hui à la consolidation des acteurs nationaux et à des opérations plus discrètes d'investissement et de partenariat. Unigroup Spreadtrum RDA a ainsi annoncé en février 2018 sa collaboration officielle avec Google™ sur son programme GMS Express.

■ Présenté par le Comité France Chine (Eléonore William)

BRI-DIGEST ...

OPINIONS ET REPORTAGES : VUES DES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

Un regard depuis Bakou, Tbilissi et Achgabat

Le Turkménistan et le Sud Caucase sont des maillons essentiels du projet des nouvelles routes de la Soie lancé par la Chine en 2013 pour affirmer ses intérêts et distribuer ses produits sur le marché eurasiatique et européen. Le couloir terrestre passant par le Turkménistan et le Caucase est une alternative aux corridors est-ouest dominés par la Russie. Toutefois, la stratégie de pénétration de la Chine dans les trois pays est différente.

Azerbaïdjan

La coopération de ce pays avec la Chine s'est récemment intensifiée. Le président Ilham Aliyev s'est rendu quatre fois en Chine. Son dernier voyage officiel (décembre 2015) a donné lieu à la signature d'une dizaine de contrats. Le nombre d'accords signés jusqu'à présent approche la cinquantaine.

- Les échanges commerciaux entre l'Azerbaïdjan et la Chine ont totalisé 975m USD en 2016, en hausse de 73% par rapport à 2015, malgré la baisse du prix des hydrocarbures, qui représentent l'essentiel des importations chinoises depuis l'Azerbaïdjan. 5,5% des échanges de l'Azerbaïdjan ont été effectués avec la Chine, ce qui fait d'elle le 5^e

partenaire commercial du pays. La Chine est devenue le 3^e fournisseur de l'Azerbaïdjan avec 8,2% des importations azerbaïdjanaises en 2016. Composées à 88% de pétrole, les exportations à destination de la Chine ont atteint – malgré la baisse des prix – 272m USD en 2016, en très forte hausse par rapport à 2015 (+410%). La Chine est désormais le 10^e client de l'Azerbaïdjan, alors qu'elle était 28^e en 2015.

- Selon les déclarations de Yu Chunchi, ambassadeur chinois à Bakou, le stock d'investissements chinois en Azerbaïdjan a dépassé 300m USD. Ces investissements ont pour l'instant principalement concerné le secteur non-pétrolier, en particulier ceux de la construction (extension de l'usine de production de ciment de Qizildas par China Triumph International Engineering Group fin 2014) et de l'automobile (usine de montage de véhicules Lifan dans la république autonome du Naxcivan en 2015). La Chine s'intéresse à présent au secteur pétrolier et appuie la politique azerbaïdjanaise de diversification de l'économie, en particulier dans le secteur agricole (élevages de bétail et culture du coton). Dans le secteur des communications, Huawei projette d'implanter une usine à Bakou. Par ailleurs, la coopération dans le commerce électronique est déjà engagée (coopération d'Azerpocet avec China Electronic Trade Platform).

Géorgie

L'initiative BRI a donné une forte impulsion aux relations entre les deux pays déjà très liés sur le plan des échanges commerciaux. Parmi les points significatifs des relations récentes, il faut noter l'adhésion en juin 2015 de la Géorgie à Banque Asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) avec un apport de 54m USD, et la signature le 13 mai 2017 d'un accord de libre-échange, le premier dans la région pour la Chine. Négocié en un temps record (sept mois après la signature d'un protocole en octobre 2016 et des toutes premières discussions initiées en septembre 2015), cet accord permet à la Géorgie d'être exemptée de droits de douane sur 94 % de ses produits d'exportation et à la Chine de développer la production et l'exportation depuis la Géorgie à destination de l'Europe et bénéficier ainsi de l'accord de libre-échange déjà signé entre la Géorgie et l'Union européenne.

- Le volume des échanges se situe autour de 700m USD, chiffre significatif si on le rapporte à la taille de l'économie géorgienne et place la Chine en 3^e position de partenariat derrière la Turquie et la Russie. Avec 7,9% des exportations, la multiplication par 16 des exportations vers la Chine entre 2006 et 2016 est en partie due à la dégradation des relations commerciales avec la Russie à la suite de l'embargo décrété par Moscou sur les produits géorgiens qui a contraint les entreprises agroalimentaires à trouver de nouveaux débouchés à l'export. La Chine est le 3^e fournisseur de la Géorgie avec 7,5% de part de marché. Le commerce entre les deux partenaires va bénéficier de l'accord de libre-échange qui doit entrer en vigueur en 2018. Les autorités géorgiennes se félicitent de l'accès privilégié à l'immense marché chinois dont bénéficieront les produits géorgiens, en particulier le vin.
- Selon l'office national géorgien des statistiques Géostat, les flux d'IDE entrants ont atteint 1,56md USD en 2015 (en baisse de 11% par rapport à 2014). Ces investissements se sont accrues à partir de 2012 avec l'arrivée de nouvelles sociétés du groupe Hualing dans les secteurs de la banque, des matériaux de construction, de l'hôtellerie et de la restauration. En 2015 et 2016, l'ouverture des zones économiques spéciales de Tbilissi et Koutaïssi ont représenté environ 230m USD d'investissement. Dans le secteur routier, Sinohydro a remporté plusieurs contrats pour des tronçons de la nouvelle autoroute est-ouest qui reliera les ports de la mer Noire à l'Azerbaïdjan et, au-delà, aux pays d'Asie centrale. Dans le domaine ferroviaire, China Railway 23rd Bureau prend part à plusieurs projets tels le contournement de Tbilissi ou l'amélioration des voies entre Tbilissi et l'ouest du pays. Dans la logistique, CEFC a annoncé mi-janvier 2017 son intention d'acquérir 75% de la zone industrielle de Poti, située à proximité du port éponyme, qui a vocation à devenir une des plus grandes plateformes de transport multimodal du pays à quelques jours de mer du port du Pirée sous contrôle chinois.

Turkménistan

La Chine est devenue au fil du temps, le principal partenaire commercial du Turkménistan. Le seuil des 100m USD d'échanges a été franchi en 2005. Le caractère stratégique de l'approvisionnement en gaz de la Chine par le Turkménistan a conduit à la création du pipeline gazier Asie Centrale-Chine, mis en service en 2009. Aujourd'hui, le Turkménistan est le principal fournisseur de gaz de la Chine, après les défections successives de la Russie et de l'Iran, et la Chine est le principal acheteur de ce gaz. La relation entre les deux pays est donc de très haut niveau et les présidents chinois et turkmènes se rencontrent régulièrement.

- Les relations commerciales entre la Chine et le Turkménistan ont été analysées par le Service économique de l'ambassade de France à Bakou d'après les données du comité des statistiques turkmène pour l'année 2015, mais l'information statistique officielle reste parcellaire et sa qualité très contestée. Le commerce extérieur du Turkménistan a totalisé 26,2md USD en 2015, soit une contraction de 28% par rapport à 2014, liée à la baisse du prix du gaz, principal produit d'exportation. En 2015, le principal partenaire commercial du Turkménistan est la Chine (27% du commerce extérieur national s'est effectué avec la Chine, part constante par rapport à 2014). Composées à 92% d'hydrocarbures, et en grande majorité de gaz, les exportations du Turkménistan ont perdu près de 40% en valeur, passant de 18,5md USD en 2014 à 11,2md USD en 2015. Le reste des exportations, est principalement constitué de « tissu et coton ». La baisse du commerce extérieur turkmène s'explique aussi par la baisse de 16% des importations, passées de 16,6md USD en 2014 à 14,1md USD en 2015. La Chine, qui absorbe 46% des exportations turkmènes (5,61md USD), est de loin le premier client du Turkménistan et son 2^e fournisseur.
- La très grande majorité des investissements étrangers au Turkménistan est dirigée vers les secteurs pétrolier et gazier (qui représentent environ 40% du PIB et 92% des exportations en valeur en 2016 selon les statistiques officielles). La Chine est un investisseur particulièrement important. C'est surtout dans le secteur gazier que la Chine a réalisé d'importants investissements et ce dans le but qu'à l'horizon 2020, le Turkménistan puisse livrer à la Chine 65md m3 de gaz par an. CNPC (Petrochina) fait partie des neuf entreprises étrangères actuellement engagées dans l'exploration et la production au Turkménistan.

Selon la presse officielle, près de 40 entreprises chinoises opéraient au Turkménistan à la fin de 2016. D'une valeur totale de 4md USD, 70 projets d'investissement auraient été enregistrés. En dehors des hydrocarbures, les entreprises chinoises sont présentes dans les secteurs des télécommunications, des transports, de l'agriculture, du textile, de la chimie et de l'agroalimentaire. Les chemins de fer turkmènes sont équipés en locomotives et wagons chinois. La Chine intervient également indirectement dans l'économie par le biais de projets d'infrastructure majeurs : CNPC a déclaré le 26 juillet 2017 qu'il assurerait le renforcement du pipeline gazier Turkménistan-Chine en territoire tadjik. Ce projet devrait être complété d'ici fin 2019 selon le ministre de l'énergie tadjik. Les équipements nécessaires à la construction du pipeline et de plus de 40 tunnels en milieu montagneux ont déjà été acheminés par la Chine pour ce projet portant sur plus de 400 km, une capacité de 30m m3 de gaz et d'une valeur de plus de 3md USD. Un projet de nouvelle route ferroviaire de la soie de 3200 km entre Téhéran et Urumqi a été annoncé par China Railway Corp. L'électrification de la ligne Téhéran-Machhad fait partie de ce projet. Le financement de ce tronçon par la Chine a d'ores et déjà été conclu le 26 juillet 2017 et les travaux devraient s'achever en 2021. A terme, cette ligne pourrait générer un échange annuel de 600md USD par an entre la Chine, l'Iran et l'ensemble des pays traversés, dont le Turkménistan.

A noter toutefois que la Chine n'est pas le seul pays asiatique implanté au Turkménistan. Depuis 5 ans la Corée du sud et le Japon sont très actifs. Le Turkménistan est d'ailleurs en contact étroit avec le Japon dans le cadre d'un projet concurrent à la BRI. Les efforts d'infrastructure de la région, notamment dans le domaine ferroviaire comme en témoigne l'inauguration récente de la ligne BTK (Bakou-Tbilissi-Kars), sont d'ailleurs un vecteur additionnel de développement de la présence chinoise, en support à un des itinéraires phares de la BRI entre la Chine et la Mer Méditerranée.

Conclusions et perspectives

L'initiative BRI a un impact majeur sur le développement des relations politiques et économiques entre la Chine et le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Les relations politiques qu'entretient la Chine avec ces trois pays sont au beau fixe depuis longtemps et en constant développement. Toutefois, le niveau des échanges est très différent pour chacun de ces 3 pays.

Globalement, la présence de la Chine dans les trois pays devrait se renforcer, que ce soit dans le domaine des hydrocarbures (importations de gaz turkmène, projet GPC de SOCAR), dans le domaine des infrastructures ferroviaires et routières et de la logistique, et dans une moindre mesure dans les domaines de la construction, de l'agriculture et du tourisme.

■ Extrait du rapport « Action de la Chine dans la région Caucase - Turkménistan » (octobre 2017), du comité Caucase-Turkménistan des CCE

ACTUALITÉ DES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

- Dans un message à la 2^e réunion interministérielle de la Chine et de la CELAC à Santiago, Xi Jinping appelle les pays d'Amérique latine à participer à la BRI en forgeant un chemin transpacifique de coopération (Xinhua, 23/1)
- China Everbright et sa filiale China Aircraft Leasing Group créent un Silk Road Fund qui investira dans le crédit-bail aéronautique dans les pays de l'initiative BRI (SCMP, 31/1)
- China Development Bank va mettre à la disposition de Standard Chartered Bank pendant les 5 ans à venir 10md CNY équivalents pour financer le commerce et les investissements dans 45 pays de l'initiative (Caixin, 2/2)
- La bourse de l'or hongkongaise CGSE négocie avec Singapour, le Myanmar et Dubai la création d'un corridor « or marchand » pour distribuer des produits libellés en CNY le long des routes de la soie (SCMP, 20/2)
- L'Islamic Development Bank crée un partenariat avec l'AiIB pour cofinancer des projets en Afrique (GBTimes, 21/2)
- En réaction à la BRI, un accord prévoit la construction et l'utilisation pendant 20 ans d'une base aérienne et d'installations navales par l'Inde sur l'île de l'Assomption aux Seychelles (Ecofin, 22/2)
- Suite à la réunion à Pékin du Transcaspian Middle Corridor avec l'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Kazakhstan, une réunion à Ankara officialise l'entrée de la Turquie dans le TITR, Route internationale transcaspicienne (FR, 23/2)
- Sinar Mas Paper China, filiale chinoise du groupe indonésien de papeterie, est la première entreprise à obtenir un accord pour émettre 5,5md CNY d'obligations adossées dans le cadre de la BRI (Caixin, 3/3)
- Le premier porte-conteneurs affrété par COSCO dans le cadre de sa ligne de cargo KGGE (Karachi-Gwadar-Gulf Express) fait escale à Gwadar au Pakistan (GT, 8/3)
- Selon l'Université de Boston, les montants investis par la Chine dans les projets d'énergie de la BRI ont chuté de 28% en 2017, passant de 20md USD en 2016 à seulement 14md USD (Source, 13/3)

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE ...

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Durant 2017, l'énergie renouvelable est passée de 34,4% à 36,6% de la capacité installée en Chine (CD, 25/1)
- Le capital-risque s'est investi en priorité en 2017 dans la baie de San Francisco (33md USD pour 1872 jeunes pousses), puis à Pékin (29md USD pour seulement 176 jeunes pousses) (Les Echos, 5/2)
- Avec 8,4m barils/jour, la Chine est devenue en 2017 le premier pays importateur de pétrole (GT, 6/2)
- Selon le ministère du commerce, les investissements directs chinois à l'étranger au mois de janvier 2018 (11md USD) affichent une croissance de 30,5% par rapport à janvier 2017 (Xinhua, 14/2)
- Selon le Bureau National des Statistiques, l'utilisation des capacités industrielles de la Chine a atteint 77% en 2017, le meilleur résultat dans ce domaine depuis 5 ans (GT, 18/2)

- Les dépenses de R&D en Chine ont augmenté de 11% en 2017 pour atteindre 1 750md CNY (260md USD). Les entreprises représentent 79% et la recherche fondamentale seulement 5% du total (Ambassade de France, 19/2)
- Les paiements par téléphone en Chine, qui avaient totalisé 7 500md EUR en 2016, ont déjà atteint 10 300md au cours des 10 premiers mois de 2017 (Les Echos, 20/2)
- Selon GFW, sa flotte de pêche (plus de 2500 unités) faisait de la Chine le premier et le plus mondialisé des pays dans le domaine à fin 2016, dépassant en taille le cumul des 10 pays suivants dans le classement (SCMP, 23/2)
- Plus de 280 Chinois, soit 70% de plus qu'à la fin de 2016, occupent à la fin de 2017 des postes exécutifs dans des organisations internationales actives dans les domaines des sciences et technologies (Xinhua, 26/2)
- Durant 2017, les touristes chinois ont effectué 130,5m de voyages en 2017 (+7% par rapport à 2016) et dépensé 115md USD (+5%) (Caixin, 5/3)
- Le PIB nominal de la Chine devrait dépasser celui des 19 pays de la zone Euro dès 2018 (Bloomberg, 6/3)
- Evolution erratique (peut-être pour cause de nouvel an) du commerce extérieur chinois pour les deux premiers mois de 2018 : +25% pour les exportations et +22% pour les importations (Reuters, 8/3)
- La Banque des Règlements Internationaux chiffre à 2 000md USD les actifs détenus à fin septembre 2017 par les banques chinoises à l'étranger, ce qui les place au 6^e rang des créiteurs dans le monde (Reuters, 12/3)
- Selon le Stockholm International Peace Research Institute, la Chine est devenue le 5^e exportateur d'armes, très près de l'Allemagne, 4^e pour la période 2013-2017, et affiche la plus forte progression après Israël (SCMP, 12/3). Pendant cette période, 27% des armes importées par l'Afrique sont venues de Chine, contre seulement 16% d'entre elles dans la période 2008-2012 (Ecofin, 14/3)

Politique extérieure, décisions relatives à la mondialisation

- Le Parti communiste place sous l'autorité renforcée des ambassadeurs chinois à l'étranger les domaines des agences spécialisées de l'Etat dont les représentants seront retirés des ambassades (Bloomberg, 7/2)
- Un marché des opérations à terme sur pétrole brut va ouvrir à Shanghai le 26 mars (GT, 10/2)
- La Chine exempte de frais les transactions entre CNY et Baht thaïlandais sur son marché domestique et demande au Cambodge de libeller les échanges bilatéraux en CNY (Ambassade de France, 12/2)
- La commission chinoise de réglementation des assurances CIRC souhaite limiter les possibilités de financement extérieur des compagnies afin de réduire leurs acquisitions à l'étranger (Caixin, 13/2)
- La PBOC nomme JPMorgan Chase banque de compensation du CNY pour les Etats-Unis (Reuters, 13/2)
- Dans le cadre du projet quinquennal CAS Earth (budget de 279m USD), la China Academy of Sciences construit un réseau mondial de données massives concernant l'environnement de la terre avec 130 pays (CD, 13/2)
- Anbang, le récent géant de l'assurance surendetté par des acquisitions à l'étranger, est placé sous gestion directe de la CIRC, commission qui est son organisme public de tutelle (Les Echos, 26/2)
- Après Anbang et pour les mêmes raisons, le 1^{er} groupe privé d'énergie et d'hydrocarbures CEFC est placé sous la supervision de Guosheng, agence étatique de portefeuille de la municipalité de Shanghai (SCMP, 2/3)
- Les brevets d'invention chinois deviennent directement éligibles à prendre effet au Cambodge (Xinhua, 3/3)
- Une réforme des instances des relations extérieures et la création de l'IDCA, agence unique chargée de distribuer l'aide internationale, sont annoncées à la suite des « Deux sessions » du NPC et du CPCC (SCMP, 13/3)

Innovations, réformes économiques

- L'administration américaine pour la nourriture et les médicaments USFDA approuve l'utilisation de la souche de riz génétiquement modifiée par un institut chinois Huahui-1, qui reste interdite en Chine (SCMP, 22/1)
- Xi'an Aircraft Corp. développe pour la marine chinoise le KJ-600, premier avion de surveillance embarqué possédant un radar lui permettant de localiser les avions furtifs (SCMP, 24/1)
- La marine chinoise teste un canon à rail électromagnétique, capable (pour la première fois au monde à partir d'un navire) de détruire un bâtiment ou un satellite ennemi (SCMP, 6/2)
- Un laboratoire de la China Academy of Sciences spécialisé dans les lanceurs hypersoniques d'ogives a testé un modèle réduit d'avion mixte de transport approchant 7 fois la vitesse du son (SCMP, 21/2)
- CASTC annonce que sa constellation de 60 satellites « Hongyan » (cygne sauvage) offrira aux clients chinois une couverture téléphonique mondiale en 2020 (SCMP, 27/2)
- Dans un document stratégique mis en ligne, le constructeur China Shipbuilding Industry annonce travailler à la construction du premier porte-avions à propulsion nucléaire (SCMP, 28/2)
- Le gouvernement chinois crée un Centre national d'innovation pour les véhicules à énergie nouvelle (Xinhua, 3/2)
- China Aerodynamics R&D teste en vol avec succès à partir de la base militaire 29 un modèle réduit de drone spatial multi usages et réutilisable qui atteint 5 fois la vitesse du son (SCMP, 6/3)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Leur organisme de supervision SASAC approuve la fusion entre les deux sociétés d'Etat China National Nuclear Corp CNNC et China Nuclear Engineering & Construction Corp (Caixin, 31/1)
- Grandes manœuvres : Tencent, Suning et Sunac acquièrent 14% de Wanda Commercial Properties pour 34md CNY (SCMP, 29/1) et Alibaba investit 4,7md CNY dans Wanda Film dont il devient le 2^e actionnaire (Xinhua, 6/2)
- Suivant la tendance actuelle au contrôle du commerce physique, Tencent et JD.com achètent respectivement 6% et 5% du réseau de supermarchés Better Life (Caixin, 23/2)
- 1^{er} logisticien privé chinois, SF Express obtient l'autorisation de construire son propre aéroport (SCMP, 26/2)
- JD.com, numéro 2 du commerce en ligne en Chine, crée Catapult AI, un accélérateur de start up internationales dédié à la blockchain et à l'intelligence artificielle (Frenchweb, 27/2)
- Pour répondre à Tencent, qui détient avec Meituan 43% du marché de la livraison de repas à domicile, Alibaba monte au capital de Ele.me (Tu as faim ?), leader du secteur avec 48% de part de marché (Les Echos, 27/2)

- 2 ans après une première tentative avortée, Alibaba relance son offre sur l'opérateur de cliniques privées iKang Healthcare, qui gère 130 établissements et couvre 200 villes de Chine (Caixin, 13/3)
- Baidu place sa division Navigation (Baidu Maps) sous son pôle Intelligence artificielle (Caixin, 13/3)
- Baidu investit 1md CNY dans CooCaa, fabricant des téléviseurs intelligents Skyworth et devient son 2^e actionnaire avec 11% du capital pour équiper les téléviseurs avec ses produits d'intelligence artificielle (Caixin, 16/3)

Accords, contrats et marchés significatifs

- Power Construction Corp of China, entrepreneur de projets hydro et thermoélectriques, termine au Maroc la phase 2 du complexe solaire Noor qui fournira de l'électricité à plus d'1m de personnes (People's Daily, 22/1)
- Les téléphonistes Lenovo, Oppo, Vivo et Xiaomi signent des protocoles d'un total de 2md USD avec Qualcomm pour la fourniture par ce dernier de composants électroniques adaptés au réseau mobile 5G (Caixin, 25/1)
- Actionnaire majoritaire de la société locale Energija Projekt, Norinco va investir à travers elle 179m EUR et gérer pendant 25 ans une ferme éolienne dans la région côtière de Senj en Croatie (Xinhua, 7/2)
- Au Kenya, China Electric Power Equipment Technology obtient un contrat de 240m USD pour raccorder la voie ferrée Mombasa-Nairobi au réseau électrique (Ecofin, 6/2)
- Haier est la première société chinoise à coter des actions D en CNY sur la bourse de Francfort (Reuters, 8/2)
- China Energy Engineering (CEEC) obtient le contrat de construction à Sagamu (Nigeria) d'une centrale thermique de 400MW dont le coût est estimé à 500m USD (Ecofin, 20/2)
- China Development Bank ouvre à la banque nigérienne Union Bank of Africa présente dans 19 pays africains une ligne de crédit de 100m USD pour financer les PME (Ecofin, 28/2)
- Pour équiper en batteries ses nouveaux modèles de véhicules électriques, Volkswagen choisit CATL (Ningde, Fujian) qui projette d'ouvrir une usine de fabrication en Allemagne, Hongrie ou Pologne (Caixin, 7/3)
- Wanda Internet Technology signe un accord avec Centrality, société néozélandaise spécialisée en blockchain, pour créer un écosystème connectant clients, détaillants et autres parties (GT, 12/3)
- Durant les trois prochaines années, le géant minier Glencore vendra 52 800t de cobalt au seul chinois GEM, spécialisé dans le recyclage des batteries, soit 1/3 de sa production totale (Ecofin, 15/3)

Investissements, acquisitions

- Pour un peu plus de 100m USD, Tencent acquiert entre 5 et 10% du studio hollywoodien Skydance Media, dont il pourra cofinancer les films et aider à leur diffusion en Chine (Les Echos, 29/1)
- Premier producteur chinois de vin, Yantai Changyu acquiert 80% du vignoble d'Adelaïde Kilkanoon (CD, 30/1)
- Euromoney, société britannique d'information Business to Business, vend à CITIC et Caixin sa division Données mondiales de marché pour 181m USD (Reuters, 12/2)
- Le géant chinois de l'habillement et du textile Shandong Ruyi conclut la prise de contrôle de la maison de luxe suisse Bally pour un prix inconnu estimé à 700m USD (Jing Daily, 13/2)
- Le groupe de placement privé chinois Orient Hontai (OHC) acquiert pour 1,02md USD le groupe de média et de production de télévision espagnol Imagina, présent en Europe et en Amérique latine (Reuters, 16/2)
- Les bourses de Shanghai et de Shenzhen acquièrent 25% de la bourse de Dhaka au Bangladesh (SCMP, 20/2)
- Pour une valeur estimée de 7,2md USD, le constructeur automobile Geely devient avec 9,69% du capital le premier actionnaire de l'allemand Daimler Benz (SCMP, 24/2)
- En investissant 260m USD, Harbin Pharmaceutical (Hayao) devient le premier actionnaire avec 40% du capital du producteur américain de produits de santé et de soins GNC (CD, 26/2)
- China Merchants Ports Holding conclut pour 924m USD le rachat de TCP Paranagua, 2^e terminal brésilien de conteneurs (GT, 26/2)
- Pour 52md USD, Fosun acquiert le gestionnaire d'actifs brésilien Guide Investimentos (Reuters, 27/2)
- Fosun prend le contrôle du fabricant autrichien de textiles de luxe Wolford pour 33m USD (Reuters, 1/3)
- Après une première tentative avortée il y a un an, le constructeur chinois de pneumatiques Doublestar acquiert pour 598m USD une participation de contrôle de 45% dans le coréen Kumho (Caixin, 5/3)
- Malgré une contre-offre mieux-disante de Glencore, l'achat par Sinopec pour 900m USD de 75% de Chevron Afrique du sud est approuvée par le gouvernement de Pretoria (Ecofin, 9/3)
- Propriété de Jilin Jien Nickel depuis 2016, le producteur canadien North American Lithium est racheté à 90% par le Chinois Contemporary Amperex Technology (CATL), leader mondial des batteries pour véhicules (CD, 14/3)

Désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Dans le cadre de son programme de désendettement, HNA (Hainan Airlines) vend sa participation de 30% dans les hôtels espagnols NH, estimée à 630m EUR (CD, 23/1), celle de 25% dans Hilton Park & Hotels, estimée à 1,4md USD (SCMP, 2/3) et va licencier 100 000 employés (¼ de son personnel) ; au total, le groupe a disposé de 4,95md USD de biens immobiliers depuis le début de 2018 (Reuters, 15/3)
- Le gouvernement australien donne la priorité à ses nationaux pour les acquisitions de terrains agricoles et d'actifs de distribution d'électricité (Caixin, 2/2)
- Un sénateur philippin réclame le remboursement de 74m USD au constructeur de voitures ferroviaires CRRC Dalian qui a livré 48 unités trop lourdes pour le réseau de métro de Manille (Caixin, 5/2)
- La prise de contrôle du premier groupe canadien de construction d'infrastructure Aecon par le chinois CCCC se heurte à un examen renforcé de l'opération par le gouvernement fédéral du Canada (Caixin, 13/2)
- Wanda cède au milliardaire israélien Idan Ofer 17% du club de football l'Atletico Madrid (SCMP, 14/2)
- La Securities & Exchange Commission américaine s'oppose à la prise de contrôle de la bourse de Chicago par le groupe d'investisseurs chinois mené par Chongqing Casin (Les Echos, 19/2)

- Devant la probabilité du refus par le CFIUS, le fabricant américain d'appareils de tests pour semi-conducteurs Xcerra annonce abandonner le projet de son acquisition par le chinois Hubei Xinyan Equity (SCMP, 23/2)
- La mise en cause de son dirigeant et l'abaissement de sa notation financière met en péril la prise de participation de 14% du géant de l'énergie CEFC dans le russe Rosneft (Caixin, 8/3)
- Selon une note officielle, le fonds souverain China Investment Corporation a vendu la participation - symbole de collaboration - qu'il détenait depuis 11 ans dans le fonds américain Blackstone (NYT, 14/3)

Projets en cours

- Gestionnaire du port du Pirée en Grèce, COSCO projette d'y investir 500m EUR dans un ensemble logistique dédié au tourisme pour les yachts et navires de croisière incluant 4 hôtels (TNH, 23/1)
- Le développeur chinois de tests médicaux Sinocare confirme son intérêt pour le rachat de la division Diabète de l'américain Johnson & Johnson, évaluée à 4md USD (Caixin, 25/1)
- Un groupe d'investisseurs chinois serait bien placé pour racheter Goodbody, 2ème courtier en actions britannique, dans une opération évaluée à 100m GBP (GT, 4/2)
- Bank of China et ICBC font partie des candidats au rachat de DVB Bank, banque de financement des transports et forages pétroliers, mise en vente par la Banque centrale coopérative allemande DZ Bank (Reuters, 13/2)
- Malgré des actifs nets totaux inférieurs à ceux de leur cible, le promoteur immobilier Rongfeng et le consultant shanghaien Gongbao souhaitent acquérir 75% du 1^{er} assureur grec Ethniki Hellenic General (YiCai, 14/2)
- Suite à l'annonce de l'abandon du projet de liaison ferrée transcontinentale à travers les Andes par Reuters qui cite un officiel brésilien, l'ambassade de Chine au Brésil publie un démenti (GT, 15/2)
- La Chine va construire un port de pêche industrielle à 25km au sud de Nouakchott en Mauritanie (Focac, 2/3)
- Les instituts chinois de recherche marine développent les projets de brise-glace de gros tonnage et de navire de pêche polaire adapté à la collecte massive de krill (CD, 7/3)
- Le groupe minier Zijin est intéressé par la reprise de la mine et de la fonderie de zinc serbe RTB (Reuters, 12/3)

Implantations à l'étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- Alibaba lance sa première campagne publicitaire « corporate » hors de Chine sur les réseaux sociaux aux Etats-Unis, au Japon et au Royaume-Uni et sur panneaux aux JO de Pyeongchang (Reuters, 30/1)
- Jinko Solar va construire pour 410m USD (sans doute à Jacksonville en Floride) sa première usine de fabrication de panneaux solaires aux Etats-Unis (Caixin, 31/1)
- Le téléphoniste chinois Oppo lance ses modèles sur le marché japonais (Caixin, 2/2)
- Pour enrayer la chute de ses ventes en ligne dans ce pays, le téléphoniste Xiaomi ouvre une surface de vente traditionnelle à Quezon City aux Philippines (Caixin, 22/2)
- Le constructeur automobile chinois BAIC espère investir environ 1md USD pour construire sa première usine au Mexique qui desservira les marchés des deux Amériques (Xinhua, 22/2)
- JD.com ouvre officiellement son siège régional Australie et Nouvelle-Zélande à Melbourne (CD, 1/3)
- L'agent immobilier chinois 5i5j ouvre son premier bureau à Buffalo Grove (Chicago) (CD, 2/3)
- Fosun lance un produit voyage-santé regroupant deux de ses activités pour des séjours au Japon (CD, 5/3)
- Le géant de l'électronique domestique TCL va établir un centre de recherche axé sur l'intelligence artificielle en Europe de l'est (CD, 13/3)
- L'autorité de tutelle autorise Bank of China à ouvrir une succursale au Chili (Reuters, 14/3)

Partenariats

- Tencent crée avec Sony Music Entertainment une nouvelle marque musicale, Liquid State, qui assurera la promotion de la musique électronique et de danse (Reuters, 31/1)
- L'application de transport à la demande Didi Chuxing établit un partenariat avec Softbank pour proposer les services en ligne de taxi et VTC dans les quatre villes principales du Japon (Caixin, 10/2)
- Pour 25m GBP, la société spatiale pékinoise 21st Century Aerospace loue au concepteur britannique Surrey Satellite un satellite d'observation lancé par l'organisation indienne de recherche spatiale Polar Rocket (CD, 11/2)
- Le téléphoniste Xiaomi et l'Américain Microsoft signent un accord stratégique de coopération dans l'adaptation commune de leurs équipements et de leurs logiciels (Caixin, 23/2)
- En partenariat avec l'école locale Nanyang Polytechnic, Huawei établit à Singapour une académie de formation aux techniques de l'information et de la communication (Xinhua, 23/2)
- Un accord de coopération prévoit que ZTE aidera le Congo à mettre en œuvre sa stratégie numérique (Ecofin, 6/3)
- CNPC Petrochina accepte d'acquérir 30% de TT Works, 4^e négociant en produits pétroliers du Brésil (Reuters, 8/3)
- Dongfeng signe un accord avec le constructeur local Comet pour établir en Tunisie une co-entreprise qui installera une usine de montage pour trois modèles d'automobiles de la marque chinoise (Ecofin, 13/3)
- Investissant 185m USD, Ant Financial (groupe Alibaba) participe à hauteur de 45% dans Telenor Microfinance Bank, établie au Pakistan par le groupe norvégien Telenor et développera les services digitaux (Xinhua, 15/3)

Actions et événements concernant l'image de « China Inc. » à l'étranger

- Dans le cadre du projet visant à desservir au cours de 2018 10 000 villages africains en télévision satellitaire, un contrat est signé entre StarTimes et le gouvernement guinéen pour équiper 300 villages (Caixin, 24/1)
- Pour résoudre un ancien conflit de préséance, la Chine et le Vietnam vont, à partir de mai 2018, établir à leur frontière commune des zones neutres permettant des contrôles douaniers conjoints (SCMP, 4/2)
- La Banque Centrale d'Afrique du Sud inflige à la succursale de China Commercial Bank une amende de 6m USD pour non-respect des règles sur transactions de change (Ecofin, 5/2)

- Selon la société britannique Brand Finance, la valeur des marques chinoises rapportée à celle des marques mondiales est passée de 3% en 2008 à 15% en 2018 (Xinhua, 10/2). Lenovo est la marque chinoise la plus connue hors de Chine, devant Huawei et Alibaba (CNBC, 6/2)
- En annonçant que la fabrication de ses chaussures Triple S sneakers a été délocalisée en Chine, la maison de luxe Balenciaga provoque une vague d'indignation sur les réseaux sociaux chinois (Jing Daily, 12/2)
- Les directeurs des six agences de renseignement américaines mettent solennellement en garde contre l'utilisation des services et équipements Huawei et ZTE, accusés d'espionnage (CNBC, 13/2)
- Société d'état chinoise, Wanhua Chemical devient membre de l'American Chemistry Council, lobby très agressif dans les affaires politiques américaines (The Intercept, 15/2)
- La BBC dépose une plainte contre une société pékinoise d'apprentissage de langues qui utilise le nom et les contenus de l'agence britannique dans ses applications, sites internet et réseaux sociaux (Xinhua, 25/2)
- La Chine offre une aide alimentaire de 3 600t de riz à la Guinée (Focac, 26/2), de 1 200t au Liberia (id, 13/3) et débloque 6m USD en faveur de l'Ethiopie auprès du Programme Alimentaire Mondial (La Tribune, 16/3)
- Les autorités chinoises suspendent l'activité des 78 navires de pêche de la société Honglong dont un bâtiment a été saisi près des îles Galápagos avec une cargaison de requins interdits à la pêche (Caixin, 27/2)
- Le maréchal Sisi se félicite du partenariat entre Huawei et le gouvernement égyptien (Xinhua, 4/3)
- L'administration américaine pour la nourriture et les médicaments FDA approuve un traitement anti-VIH développé par le Taiwanais Taimed et fabriqué par le Chinois Wuxi Biologics (Caixin, 7/3)
- Le Ministère du Commerce chinois accepte l'acquisition de Monsanto par Bayer sous condition d'abandon de certains métiers et d'ouverture de sa plateforme d'informations à des applications digitales chinoises (Caixin, 14/3)
- Suivant le modèle du chinois WeChat, le gouvernement égyptien travaille au lancement d'un réseau social national capable de protéger les données de ses citoyens « menacées par Facebook » (Ecofin, 15/3)
- La Chine accorde un prêt de 32m USD et prendra en charge la construction d'un nouveau siège de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest à Abuja au Nigéria (La Tribune, 15/3)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES SUIVIES PAR LE COMITÉ FRANCE CHINE ■■■

Contrats, implantations, projets et marchés significatifs

- Pierre & Vacances-Center Parcs signe un accord de partenariat stratégique avec les chinois HNA-Pv Tourisme, une filiale de China Development Bank et le groupe Riverside afin notamment de développer le tourisme culturel dans les villes chinoises où sont présents les centres Sunpark et Pierre & Vacances (CD, 12/01)
- Cathay Pacific, la compagnie aérienne hongkongaise détenue par le conglomérat Swire confie au groupe français Sodexo la gestion de ses deux salons de 1^{er} classe à l'Aéroport international de Hong Kong (SCMP, 22/01)
- La plateforme d'e-commerce chinois JD.com ouvre un bureau en France (Les Echos, 22/01)
- Asmodée, spécialiste des jeux de société contrôlé par Eurazéo, conclut avec Kingnet, studio chinois de jeux mobiles, un partenariat qui permettra au groupe français de s'adresser aux joueurs chinois (Les Echos, 15/02)
- Après Londres, China Mobile ouvre des locaux à Boulogne-Billancourt, avec pour intention notamment d'intensifier les accords de roaming avec les opérateurs français visant spécifiquement les touristes chinois. (ZDnet, 05/03)
- Le groupe d'édition Media-Participations s'associerait à Shanghai's Dragon Deity Capital pour la construction dans les cinq ans de 5 à 6 parcs d'attraction thématiques en Chine, dont le premier à Shanghai (Yicai Global, 06/03)
- Le cosméticien Beihao installe son usine de masques de beauté à Amilly près de Montargis (Les Echos, 19/3)

Investissements croisés

- Conformément à l'accord d'actionnaires, Ingenico, fabricant de terminaux et fournisseur de solutions de paiement rachète la participation de 20% détenue par Fosun dans ses filiales chinoises (Zonebourse.com, 22/01)
- Carrefour annonce un projet d'investissement du géant de l'internet chinois Tencent et des supermarchés Yonghui dans Carrefour Chine pour le développement de synergies (Capital, 23/01)
- Le téléphoniste chinois Tinno qui détenait 95% du marseillais Wiko annonce le rachat des 5% restants appartenant aux fondateurs français et devient unique actionnaire (Figaro, 08/02)
- PSA Peugeot Citroën prend de contrôle de Jianxin, distributeur chinois de pièces de rechange (UN, 09/02)
- Fosun devient actionnaire majoritaire de la maison de couture française Lanvin, détenue jusque-là à 75% par la taïwanaise Shaw Lan Chu-Wang, et l'allemand Ralph Batel (Le Figaro, 22/02)

Autres types de coopérations

- Une déclaration d'intention est signée entre Toulouse Métropole, l'Aéroport Toulouse-Blagnac (ATB) et leurs homologues chinois de Zhengzhou (Henan) pour créer entre les deux villes une ligne directe, opérée par un A 330 de la compagnie française XL Airways, à raison de deux vols par semaine (La Dépêche, 04/02)
- Les Hauts-de-France signent un accord de partenariat avec la province du Zhejiang. Les deux régions disposent déjà d'une ligne régulière de fret maritime qui relie Ningbo à Dunkerque (Actu.fr, 15/02)
- Le club de football PSG signe un partenariat avec l'agence de marketing Desports pour la gestion exclusive de ses droits de sponsoring et de licences en Chine et à Hong Kong (Le Parisien, 14/03)
- Suite au protocole d'accord signé pendant la dernière visite présidentielle en Chine, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile de Toulouse, l'Université d'aéronautique de Beihang à Pékin, la province du Zhejiang et la compagnie aérienne Loong Air annoncent la création à Hangzhou d'une école d'aviation de 5 000 étudiants (Les Echos, 15/03)

Comité éditorial : Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong et Christophe Granier, CCE France.